

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

MOZAMBIQUE: SIGNATURE D'UN ACCORD AVEC LA TANZANIE

Le Mozambique, en proie à une rébellion jihadiste dans sa province de Cabo Delgado (Nord-Est), a signé un accord avec la Tanzanie frontalière, également touchée par des attaques, ont rapporté les médias officiels mozambicains. Les chefs de la police des deux pays se sont rencontrés en fin de semaine dernière dans la localité tanzanienne de Mtwara (Sud-Est), ont indiqué lundi ces médias, précisant que plus de 500 suspects arrêtés en Tanzanie seraient livrés au Mozambique.

BURKINA : LA MAJORITÉ APPELLE AU "RESPECT DES RÉSULTATS"

Les partis de la majorité présidentielle au Burkina Faso ont appelé hier au "respect des résultats" du double scrutin présidentiel et législatif de dimanche, après des menaces répétées de l'opposition de ne pas reconnaître les résultats. "L'APMP invite tous les acteurs au respect des résultats des urnes", et les "candidats à recourir aux structures appropriées, notamment aux juridictions compétentes pour examen de leurs récriminations", a déclaré Me Benewende Sankara.

ALGÉRIE : SIX PERSONNES MEURENT APRÈS AVOIR CONSOMMÉ DE L'ALCOOL FRELATÉ

Six personnes sont mortes et cinq autres sont hospitalisées à Tiarret, dans le sud-ouest de l'Algérie, après avoir consommé de l'alcool frelaté, a indiqué mardi l'agence APS. Les magasins spécialisés dans la vente d'alcool et les bars sont fermés depuis le 17 mars, dans le cadre des mesures prises par les autorités pour faire face à la propagation de l'épidémie de nouveau coronavirus.

Ethiopie : l'imminente bataille de Mekele

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

La situation vire à l'escalade en Ethiopie. Au point que les appels à la médiation et à la protection des populations civiles du Tigré se faisaient plus pressants hier, à la veille de la fin de l'ultimatum donné par le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed aux dirigeants de la région dissidente pour se rendre. L'opération militaire lancée le 4 novembre dernier par les autorités fédérales éthiopiennes contre les séparatistes du Tigré, réunis au sein du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), est entrée dans une phase décisive. Ainsi, le pouvoir fédéral assure être en mesure, après avoir progressé sur plusieurs axes, de lancer la bataille de Mekele, la capitale de la région, afin d'en déloger les dirigeants du TPLF et les remplacer par une nouvelle administration. Déjà dès dimanche soir, M. Abiy a lancé aux dirigeants du Tigré un ultimatum de 72 heures pour se rendre, auquel le président du Tigré et chef du TPLF, Debretsion Gebremichael a répondu par la négative. "Nous sommes un peuple de principes et prêts à mourir", a-t-il déclaré. Toutefois, la perspective d'un assaut contre Mekele, qui compte 500 000 habitants, outre un nombre indéterminé de déplacés qui s'y sont réfugiés depuis le début du conflit, inquiète la communauté internationale et les organisations de défense de droits de l'Homme.

Du côté des ONG des droits de l'homme, Amnesty International a rappelé à toutes les parties "qu'attaquer délibérément des civils (...) est interdit par le droit humanitaire international et constitue un crime de guerre", a souligné Deprose Muchena, responsable Afrique de l'Est et australe de cette organisation. "Des attaques disproportionnées et sans discernement sont également interdites" au regard du droit international, a-t-il ajouté. Cette ONG a également appelé les belligérants à ne pas viser des établissements publics tels que hôpitaux, écoles et quartiers



Ville de Mekele sous la menace d'une attaque de l'armée éthiopienne.

Photo: AFP

résidentiels et à "s'assurer qu'ils n'utilisent pas les civils comme des boucliers humains". Dans la même foulée, la haute commissaire aux droits de l'Homme de l'ONU, Michelle

Bachelet, s'est alarmée hier de "la rhétorique hautement agressive" des deux camps, craignant qu'elle "mène à de nouvelles violations du droit humanitaire international". Le Bureau de coordina-

tion des affaires humanitaires de l'ONU a appelé les parties à permettre aux civils en quête d'une aide humanitaire de traverser les frontières internationales et nationales.

Dissensions entre Africains et Européens



Le Conseil de sécurité s'est réuni hier.

J.O.
Libreville/Gabon

Les Africains et les Européens ont affiché hier des fortes dissensions sur la nécessité ou non de tenir une première réunion à huis clos du Conseil de sécurité de l'ONU sur la guerre au Tigré en Ethiopie, déclenchée il y a trois semaines. Ainsi, l'Union africaine avait an-

noncé la semaine dernière que trois anciens présidents avaient été désignés comme envoyés spéciaux en Ethiopie pour tenter une médiation entre les parties en conflit. Ces émissaires sont Joaquim Chissano, ancien président du Mozambique, Ellen Johnson-Sirleaf, ancienne présidente du Liberia, et Kgalema Motlanthe, ex-président d'Afrique du Sud, avait précisé

le chef de l'Etat sud-africain Cyril Ramaphosa.

De leur côté, les Européens manifestaient ces derniers jours de plus en plus leur impatience devant l'inaction du Conseil de sécurité et de la communauté internationale pour un conflit qui a fait fuir d'Ethiopie plus de 40 000 personnes vers le Soudan voisin et qui menace de déstabiliser la région.

Vendredi dernier, quelques heures avant les nominations d'émissaires par l'UA, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, avait déploré que les autorités éthiopiennes refusent une médiation internationale. Selon des diplomates, il était réticent pour une réunion du Conseil de sécurité. Cette réunion intervient alors que le président de la région dissidente du Tigré, dans le nord de l'Ethiopie, a affirmé lundi dernier que son peuple était "prêt à mourir".

Photo: AFP